

L.

Conseil d'Etat	Raad van State
LEGISLATION	- WETGEVING
12 JUL 1956	
Transmisie n° 1	
Overgemaakt ten n° 11	

Coördinatie (1) n° 5273/2.

ROYAUME DE BELGIQUE.

KONINKRIJK BELGIE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

Le CONSEIL D'ETAT, section
de législation, deuxième cham-
bre, saisi par le Ministre des
Finances, le 11 juin 1956, d'une
demande d'avis sur un projet
de loi "portant fixation du sta-
tus monétaire de la Belgique",
a donné le 29 juin 1956 l'avis
suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling
wetgeving, tweede kamer, de 11e
juni 1956 door de Minister van
Financiën verzocht hem van advies
te dienen over een ontwerp van
wet "houdende vastlegging van het
monetair statuut van België",
heeft de 29e juni 1956 het vol-
gend advies gegeven :

Le projet vise, en ordre principal, à établir la définition légale de la valeur en or du franc belge et à prescrire à la Banque nationale d'effectuer ses opérations en or et devises sur la base de cette valeur.

Il rappelle que l'obligation de payer à vue les billets de la Banque reste suspendue, mais donne au Roi le pouvoir de faire cesser cette suspension.

Enfin, le projet fixe l'encaisse minimum en or de la Banque, au tiers de ses engagements à vue.

Le projet, quoique revêtant une grande importance, est ainsi loin de contenir, comme son intitulé pourrait le laisser croire, "la fixation du statut monétaire de la Belgique".

Cette expression devrait être réservée à la coordination qui est annoncée par l'article 8 et qui portera sur de nombreux textes. Le projet pourrait plus simplement être intitulé : "Projet de loi relatif au statut monétaire".

+

+ +

Les articles 1er et 2 ne soulèvent pas d'observations.

+

+ +

L'article 3 du projet vise à maintenir le cours forcé des billets de la Banque nationale instauré par l'arrêté royal du 2 août 1914 confirmé par la loi du 4 août 1914.

Dans ce but, il rappelle non seulement la dispense accordée à la Banque nationale de l'obligation de rembourser ses billets en espèces, mais encore l'obligation, pour les particuliers et les caisses publiques, de les recevoir comme monnaie légale.

Ce rappel des règles légales qui ont institué le cours légal et le cours forcé des billets de banque ne fait aucune référence expresse aux textes qui les ont instaurées.

Sans grande utilité juridique, il n'est pas exempt d'inconvénient. Il expose, en effet, au danger de voir subsister, par une inadvertance toujours possible, les dispositions confirmatives alors que les textes qui ont instauré les règles légales viendraient à être abrogés.

Plusieurs lois et arrêtés royaux relatifs à la matière monétaire ont déjà rappelé que les billets de la Banque nationale ont cours légal ou cours forcé. Ces rappels ont été motivés par le régime à la fois désuet et restrictif de l'article 6 de la loi du 20 juin 1873 qui instaurait le cours légal des billets de la Banque nationale.

Pour dégager l'interprétation qu'il convient de donner aux textes entremêlés qui sont actuellement en vigueur, un bref historique n'est pas inutile.

Lors de la révolution qui mit fin en France au règne de Louis-Philippe, un décret du Gouvernement provisoire du 15 mars 1848 prescrivait :

"Article 1er.- A partir du jour même de la publication du présent décret, les billets de la Banque de France seront reçus comme monnaie légale par les caissés publiques et par les particuliers.

Article 2.- Jusqu'à nouvel ordre, la Banque est dispensée de l'obligation de rembourser ses billets avec des espèces".

Pour obvier à la contagion de la panique à laquelle ces événements pouvaient donner lieu en Belgique, le Parlement ne tardait pas à voter la loi du 20 mars 1848, rédigée en termes presque identiques :

"Article 1er.- A dater de ce jour, les billets de banque de la Société générale pour favoriser l'industrie nationale et ceux de la Banque de Belgique seront reçus comme monnaie légale dans les caisses publiques et par les particuliers.

Ces deux établissements seront provisoirement dispensés de l'obligation de rembourser leurs billets avec des espèces.

....".

Cette disposition établissait, selon une progression logique, dans son alinéa 1er, le cours légal des billets de banque et dans son alinéa 2, le cours forcé. Elle fut répétée par l'article 2 de la loi du 22 mai 1848, pour une nouvelle émission de billets.

Dans les deux cas, le Gouvernement recevait en outre le pouvoir de faire cesser en tout ou en partie les effets de ces dispositions.

La loi du 5 mai 1850, qui créait la Banque nationale, chargeait cette nouvelle institution de retirer de la circulation "les billets ayant cours forcé" (article 26).

Le 26 juillet 1855, il ne subsistait plus que 815.140 francs de billets anciens en circulation. Par arrêté royal de cette date, ils cessèrent "d'avoir cours de monnaie légale".

Dans les années qui suivirent, les billets de la Banque nationale prirent la place des billets des autres banques et sous l'influence des besoins du commerce, la circulation s'accrut considérablement.

Toutefois, les billets n'avaient pas cours légal. Ils étaient acceptés en paiement dans les caisses de l'Etat conformément à une autorisation gouvernementale donnée en exécution de l'article 14 de la loi du 5 mai 1850, mais cette autorisation était essentiellement révocable (article 34 des statuts de 1872).

Le déclenchement de la guerre franco-allemande de 1870 provoqua une panique monétaire qui fit craindre au Gouvernement de l'époque d'avoir à rétablir le cours forcé. Des mesures de libéralisation des remboursements en espèces purent néanmoins maintenir la confiance (1). On s'aperçut à cette occasion qu'une bonne part des personnes qui sollicitaient le remboursement de leurs billets

.../...

Kauch, la Banque nationale, 1850-1918, pages 155 et suivantes.

n'étaient pas elles-mêmes frappées par la panique, mais qu'elles craignaient simplement de se voir refuser les billets de la Banque nationale par leurs créanciers, lors des échéances de fin de mois et de risquer le protêt de leurs effets de commerce, faute du temps matériel nécessaire à l'obtention des espèces aux bureaux de la Banque à Bruxelles.

Lors du renouvellement du privilège de la Banque nationale par la loi du 20 mai 1872, Frère-Orban lança l'idée du cours légal, en ces termes :

"Dans certains moments, le public se presse à tous les guichets de la Banque pour opérer l'échange des billets. Pourquoi se précipite-t-on ainsi à la Banque ? Il y a une portion du public peu éclairée qui s'imagine qu'il y a danger à ne pas exiger immédiatement le paiement des billets; mais il y a une partie plus sérieuse qui croit devoir se présenter à l'échange parce qu'elle aura des engagements à acquitter et qu'elle ne pourra se libérer avec des billets de banque, si le créancier refuse de les accepter.

Ceux qui sont dans cette situation peuvent avoir à redouter un protêt, c'est-à-dire une grave atteinte à leur crédit. Ils cherchent donc à se prémunir contre une aussi déplorable éventualité. De là le danger qui menace la Banque et l'encaisse métallique de la Banque.

Depuis quarante ans, on a trouvé, en Angleterre, un moyen de remédier à cette situation. J'ai hésité à le proposer en 1850 et je ne l'ai pas fait dans la crainte de soumettre trop d'innovations à la fois. Mais je crois qu'avec la connaissance que le public possède aujourd'hui des billets de banque, on pourrait introduire le système anglais sans inconvénients et assurément avec avantage pour tous.

Il s'agirait d'insérer dans la loi une disposition ainsi conçue :

"Le billet de la Banque nationale est un moyen légal de libération, qui peut en conséquence servir à faire des offres réelles, aussi longtemps que la Banque les paie en monnaie métallique".

Dans ces conditions, le détenteur de billets de la Banque aurait une parfaite sécurité.

Si ce système ne devait pas soulever d'objections, je le proposerais par amendement, mais je ne voudrais pas qu'il fût une occasion de prolonger la discussion. On pourra revenir sur la mesure dans un autre moment opportun" (Séance du 2 mai 1872, Ann.Chambre, p. 1001).

Le moment opportun surgit l'année suivante lors de la discussion du projet de loi sur les chèques et autres mandats de paiement. Ce projet comportait cinq articles relatifs à la matière relevée par son intitulé. On y accola un article 6 qui tendait à organiser le cours légal mais sans le formuler aussi clairement que l'avait fait Frère-Orban. On se bornait à prévoir la conséquence principale du cours légal telle qu'il l'avait dégagée dans le texte proposé l'année précédente, à savoir la possibilité de faire des offres réelles valables en billets de la Banque nationale.

La disposition, toute de nature monétaire, n'était pas à sa place dans la loi relative aux chèques et autres mandats de paiement. Le rapport de la commission spéciale de la Chambre le fit nettement ressortir en ces termes :

.../...

"Le projet de loi soumis aux délibérations de la Chambre, sous le titre incomplet de chèques et autres mandats de paiement, a un double objet :

- 1° exempter du droit de timbre, rendre transmissibles par voie d'endossement les titres à un paiement au comptant et à vue sur fonds disponibles et régler tout ce qui les concerne;
- 2° permettre de faire les offres réelles en billets de la Banque nationale aussi longtemps qu'ils sont payables à vue en monnaie métallique et qu'ils sont admis en paiement dans les caisses de l'Etat.

Quoique ces matières soient différentes, elles peuvent cependant être comprises dans la même loi, puisque les dispositions qui y sont relatives ont pour but et auront pour résultat de faciliter des modes plus économiques de paiement et de restreindre l'emploi du numéraire lorsqu'il peut être suppléé sans inconvénient" (Pasinomie, 1873, p. 184).

Il en résulta l'article 6 de la loi du 20 juin 1873 conçu en ces termes :

"Les offres réelles peuvent être faites en billets de la Banque nationale, aussi longtemps qu'ils sont payables à vue, en monnaie légale.

Cette faculté cesserait de plein droit d'exister si les billets de la Banque nationale n'étaient plus admis en paiement dans les caisses de l'Etat".

Cette rédaction s'écartait des formules claires employées en 1848, tant en France qu'en Belgique. Elle

.../...

présentait certaines imperfections que les transformations du régime monétaire n'ont fait qu'accroître. Ces imperfections peuvent se résumer comme suit :

- 1° Le cours légal ne s'appliquait expressément qu'aux offres réelles, c'est-à-dire qu'à l'action d'un débiteur qui veut forcer un créancier à recevoir un paiement.
- 2° Le cours légal postulait la convertibilité à vue : celle-ci était déjà légalement établie par l'article 14 (1) de la loi du 5 mai 1850 qui institue la Banque nationale.

En rappelant la convertibilité à vue des billets, le législateur de 1873 ne semble avoir eu d'autre souci que de répondre aux exigences psychologiques du moment et de rassurer le public.

A cette époque, la circulation des billets qui s'établissait aux environs de 300 millions de francs, ne représentait guère que le quart de la circulation monétaire totale. On pouvait donc imaginer que l'inconvertibilité des billets, en mettant fin au cours légal, n'aurait pas eu d'inconvénients majeurs à l'égard de l'activité économique du pays et qu'elle aurait créé une situation analogue à celle qui existait un quart de siècle auparavant, c'est-à-dire une circulation monétaire assurée presque uniquement par les monnaies légales métalliques.

Mais à mesure que le montant des billets en circulation augmentait tandis que les monnaies d'or se faisaient plus rares, le retour à la situation ancienne devenait de plus en plus difficile à imaginer.

devenu l'article 10, dans la coordination de 1926.

Aujourd'hui, on ne pourrait concevoir que la suppression de fait du remboursement des billets entraînant la fin de leur circulation et non point l'instauration du cours forcé.

Le rappel de l'obligation de payer à vue dans la loi de 1873 n'a eu d'autre conséquence que d'obliger le législateur à rappeler le principe du cours légal chaque fois qu'il a été contraint de régler, de l'une ou l'autre manière, la convertibilité du billet de banque (article unique de l'arrêté royal du 2 août 1914, article 7 de l'arrêté royal du 25 octobre 1926, article 4 de la loi du 30 mars 1935, article 2 de l'arrêté-loi du 10 mai 1940).

- 3° L'admission des billets dans les caisses de l'Etat résultait toujours, en 1873, d'une autorisation du Gouvernement prise en exécution de l'article 14 de la loi du 5 mai 1850; elle était toujours révocable (Exposé des motifs de la loi du 20 juin 1873, Pasinomie, p.198).

La révocation de l'autorisation donnée eût entraîné la suppression du cours légal.

L'article unique, alinéa 2, de l'arrêté royal du 2 août 1914, ratifié par la loi du 4 août 1914, en établissant le cours forcé, enlevait au Gouvernement le pouvoir de révoquer l'autorisation donnée.

Cette nouvelle règle fut définitivement consacrée dans la loi organique de la Banque nationale, lors de la refonte opérée par l'arrêté royal du 23 juillet 1937.

La phrase : "Le Gouvernement est autorisé à admettre en paiement dans les caisses de l'Etat" fut remplacée par : "Le Gouvernement admet les billets de la Banque en paiement dans les caisses de l'Etat".

.../...

Cette condition d'application de l'article 6 de la loi du 20 juin 1873 a donc perdu sa raison d'être.

Il n'est pas sans intérêt de voir comment le cours légal fut instauré en France.

La loi du 12 août 1870 établissait le cours forcé en ces termes :

"Article 1er. - A partir du jour de la promulgation de la présente loi, les billets de la Banque de France seront reçus comme monnaie légale par les caisses publiques et par les particuliers.

Article 2. - Jusqu'à nouvel ordre, la Banque est dispensée de l'obligation de rembourser ses billets en espèces".

Lorsqu'on voulut, en 1875, mettre fin au cours forcé tout en maintenant le cours légal, on se borna à abroger l'article 2 par l'article 28 de la loi du 13 août 1875 tout en laissant subsister l'article 1er.

En conclusion, l'instauration du cours légal des billets de la Banque nationale s'est faite en Belgique par un texte imparfait que les circonstances de l'époque expliquent mais qui est actuellement dépassé. Ce texte est, de plus, perdu dans une loi qui traite d'un objet étranger à la matière monétaire, d'autant plus qu'à la suite de cet article 6, on a, en 1919, ajouté à la loi du 20 juin 1873, sept articles nouveaux qui ne concernent que les chèques.

.../...

L'abrogation de cette loi, est d'ailleurs prévue par la loi du 2 mai 1956 sur le chèque postal et par le projet de loi concernant l'introduction dans la législation nationale de la loi uniforme sur le chèque et sa mise en vigueur, voté par le Sénat le 21 février 1951 et présentement soumis à la Chambre des Représentants (Doc.Parl. Ch. 1950-1951, n° 298).

Il serait dès lors indiqué, tant dans un but de clarté que pour faciliter la coordination des textes, de prévoir dans une disposition nouvelle de portée générale, le cours légal des billets de banque, sans le limiter aux offres réelles. La subordination de cette mesure à l'acceptation des billets dans les caisses publiques de l'Etat n'est plus utile depuis que le législateur a prescrit lui-même cette mesure et a, partant, soustrait la matière à la décision du Gouvernement. Quant à la dernière condition mise par la loi au cours légal, à savoir le paiement à vue des billets, elle se trouve déjà exprimée, comme on le verra ci-après à l'article 10 (ancien article 14) de la loi organique de la Banque nationale.

Ainsi la disposition nouvelle pourrait se borner à consacrer "l'obligation de recevoir les billets comme monnaie légale". Sous l'empire de cette règle, la simple suspension par la loi de l'obligation de payer à vue réaliserait le cours forcé sans qu'il faille prévoir en outre, comme en 1914 et depuis, une confirmation de la disposition qui organise le cours légal. C'est la méthode suivie en 1848 tant en Belgique qu'en France et toujours continuée depuis, dans ce dernier pays.

.../...

Dans cette conception, la disposition organisant le cours légal constituerait seule l'article 3, et celle prévoyant le cours forcé, mesure temporaire et d'exception, deviendrait un article distinct ainsi qu'il suit :

"Article 3.- Les billets de la Banque nationale de Belgique doivent être reçus comme monnaie légale par les caisses publiques et par les particuliers, nonobstant toute convention contraire.

Article 4.- Par dérogation à l'article 10 de l'arrêté royal n° 29 du 24 août 1939 relatif à l'activité, à l'organisation et aux attributions de la Banque nationale de Belgique, la Banque nationale est dispensée de l'obligation de rembourser ses billets en espèces".

Pour en revenir au cours légal, il suffira d'abroger l'article 4. Dans ce cas, l'article 3 se conjuguant avec l'article 10 de la loi organique réglera le pouvoir libératoire des billets pour l'acquittement de toutes obligations de sommes, à l'exception du remboursement en espèces des billets eux-mêmes.

Le vote des articles proposés permettrait d'abroger l'article 6 de la loi du 20 juin 1873 et les différents textes encore en vigueur qui ont tour à tour suspendu puis rétabli la convertibilité des

.../...

billets de la Banque nationale, à savoir l'arrêté royal du 2 août 1914 confirmé par la loi du 4 août 1914, l'article 8 de l'arrêté royal du 25 octobre 1926, l'arrêté royal n° 273 du 31 mars 1936 et l'article 1er de l'arrêté-loi du 10 mai 1940.

+

+

+

L'article 3 du projet du Gouvernement fait ressortir que la dispense de remboursement ne vaut que "jusqu'à nouvel ordre".

Ces mots apparaissent inutiles, eu égard au fait que toute disposition légale peut toujours être modifiée ou abrogée par une loi postérieure. Ils sont de plus surabondants puisque le Roi reçoit le pouvoir de faire cesser la dispense de remboursement.

La formule "jusqu'à nouvel ordre" semble avoir été reprise de l'article 2 du décret du 15 mars 1848 du Gouvernement provisoire français. Elle répond mieux au langage d'un décret qu'à celui d'une loi.

Cependant si le Gouvernement estime qu'il n'est pas sans intérêt psychologique de mettre l'accent sur la limitation dans le temps de la dispense de remboursement, l'idée serait mieux traduite par l'adverbe "temporairement".

.../...

L'article 4 du projet donne au Roi le pouvoir de mettre fin au cours forcé "dès que les circonstances le permettront". Ces mots, par leur imprécision, n'établissent aucune règle de droit et n'imposent aucune directive légale à l'exercice des pouvoirs octroyés au Roi, tout au plus constituent-ils une recommandation. Ils peuvent être omis du texte du projet sans inconvénient.

Après avoir donné au Roi le pouvoir de mettre fin à la dispense de rembourser les billets en espèces, l'article 4 prévoit que le Roi pourra aussi déterminer "d'autres conditions d'échange et de paiement des billets au porteur et autres engagements à vue de la Banque".

Le projet comporte ici une particularité que l'on ne retrouve dans aucune des dispositions légales qui jusqu'à présent se sont succédé en la matière. Lorsque le Roi jugera expédient de s'abstenir de rétablir le remboursement des billets en espèces pour arrêter d'autres conditions d'échange ou de paiement des billets, celles-ci s'appliqueront "aux autres engagements à vue de la Banque".

On n'aperçoit pas l'intérêt de cette disposition. En raison du cours légal, les engagements à vue de la Banque pourront, en effet, toujours être acquittés en billets et ceux-ci seront ensuite au gré du porteur échangés ou payés aux conditions que le Roi aura déterminées.

.../...

Au point de vue de la disposition des textes, il serait plus logique que, dans un même article, la dispense de rembourser les billets de banque soit suivie du pouvoir donné au Roi d'y mettre fin. L'article 4 du texte proposé ci-après est rédigé dans ce sens.

+

+ +

L'article 5 prévoit que la Banque nationale est tenue d'effectuer ses opérations en monnaies étrangères sur base de la valeur légale du franc définie à l'article 1er. Il énonce un principe général qui requiert que la Banque ait la liberté de déterminer les prix auxquels elle acquiert et cède des monnaies étrangères.

Comme le précise l'exposé des motifs, la Banque continuera toutefois comme par le passé, à se conformer aux taux de change prévus par les accords internationaux de paiement, de change et de compensation, dont l'exécution lui est confiée en vertu de l'article 6 de l'arrêté-loi n° 5 du 1er mai 1944.

.../...

Il serait utile que l'article 5 du projet contînt la mention qu'il ne préjudicie pas à l'application de l'article 6 précité.

+

+

+

L'article 7, 2°, du projet vise à abroger "la deuxième phrase de l'alinéa 1er de l'article 10 de l'arrêté royal n°29 du 24 août 1939 relatif à l'activité, l'organisation et les attributions de la Banque nationale de Belgique, pris en exécution de la loi du 1er mai 1939". Cet alinéa dispose :

"Les billets sont payables à vue aux bureaux de la Banque, à Bruxelles. Les conditions de remboursement des billets sont déterminées conformément à l'article 8 de l'arrêté royal sur la stabilisation monétaire pris en vertu de la loi du 16 juillet 1926, modifié par l'arrêté royal du 31 mars 1936 pris en exécution de la loi du 30 mars 1935".

La deuxième phrase constitue une restriction au principe contenu dans la première. L'abrogation de cette deuxième phrase aurait pour conséquence de rétablir un texte prévoyant de manière absolue le paiement à vue des billets aux bureaux de la Banque , à Bruxelles.

Selon les renseignements donnés au Conseil d'Etat, le Gouvernement estime que l'article 10,

alinéa 1er, n'établit pas le principe de l'obligation pour la Banque de rembourser à vue ses billets en espèces mais règle uniquement le lieu où les remboursements peuvent être exigés.

Le Conseil d'Etat est d'avis qu'il faut voir dans l'article 10 de la loi organique, aussi bien l'expression du principe de la convertibilité obligatoire que la fixation du lieu où les paiements sont opérés. A l'appui de cette interprétation, les arguments suivants sont à retenir :

I. Exposé des motifs de la loi du 5 mai 1850.

Il importe de se rappeler que le projet de loi instituant une Banque nationale fut déposé à l'époque où les billets de banque avaient encore cours forcé en vertu de la loi du 20 mars 1848.

L'article 14 de ce projet était rédigé comme suit :

"Article 14.-

Les billets seront payables à vue aux bureaux de la Banque à Bruxelles . Le Gouvernement est autorisé à les admettre en paiement dans les caisses de l'Etat".

Le commentaire consacré par l'exposé des motifs à cet article était le suivant :

" Il est sans doute superflu de signaler tous les inconvénients attachés au cours forcé. Les billets non convertibles, outre qu'ils tendent à déplacer le numéraire souvent dans de trop fortes proportions, à le chasser même, se discréditent assez facilement, et alors ils peuvent causer aux détenteurs d'assez forts préjudices.

.../...

Un établissement de crédit, d'ailleurs, ne doit émettre que des billets de confiance, et c'est leur ôter ce caractère que d'en faire un papier-monnaie. Mais comme il est dans l'intérêt du pays de favoriser dans de justes limites la circulation des billets de banque, le Gouvernement demande l'autorisation de les admettre en paiement dans ses caisses".

II. Discussion du projet à la Chambre des représentants.

La discussion ouverte sur l'article 14 ne vit que l'intervention du député de Perceval qui défendit un amendement ainsi conçu :

"Article 14.

Les billets émis par la Banque nationale auront cours forcé dans toute l'étendue du territoire.

La convertibilité sera facultative à tous les comptoirs de la Banque dans les provinces.

Le Gouvernement est autorisé à les admettre en paiement dans les caisses de l'Etat".

Le Ministre des Finances, Frère-Orban, s'opposa à l'amendement en ces termes :

"Le projet de loi a pour objet de rétablir la convertibilité des billets. Le Gouvernement considère comme une chose utile et essentielle au pays de rendre aux billets leur caractère de billets de confiance. L'honorable membre veut le cours forcé. Je ne pense pas que cette opinion ait quelque chance de succès dans la chambre. Je ne m'y arrêterai pas.

.../...

La Banque, telle qu'elle est fondée, n'a nullement besoin du cours forcé. En quoi consisteront ses opérations ? Faisons abstraction de quelques prêts limités sur fonds publics, de quelques objets secondaires, très restreints de ce genre; son objet principal sera de recevoir du papier couvert de bonnes signatures, présentant toutes les garanties suffisantes, à une échéance qui n'excédera pas 90 jours et à donner en échange son papier payable à vue. Il y aura donc parfaite sécurité pour les porteurs de son papier, aussi longtemps que la Banque se bornera aux opérations indiquées dans le projet de loi. Il est évident que le papier qu'elle émettra sera toujours représenté, et par des valeurs facilement réalisables, et par des lingots qu'elle pourra avoir dans sa caisse.

Ainsi le cours forcé lui serait inutile, il lui serait nuisible; il serait d'ailleurs dangereux pour le pays".

La discussion fut close sur ce discours.

L'amendement de M. de Perceval, mis aux voix, fut rejeté et l'article adopté sans modification (Ann. parl. Chambre, 1849-50, pages 849 et suiv.).

.../...

III. La modification de 1926.

Les auteurs de l'arrêté royal du 25 octobre 1926 prorogeant la durée de la Banque nationale de Belgique et modifiant certaines dispositions de la loi organique entendaient bien que la portée de l'article était de prescrire l'obligation de payer à vue, puisqu'ils estimaient devoir, pour des raisons de concordance avec la loi du 16 juillet 1926, y apporter une modification en vue d'énoncer la restriction du principe.

L'alinéa 1er de l'article 14 de la loi devenu l'article 10, fut, en effet, rédigé comme suit :

"Les billets sont payables à vue aux bureaux de la Banque, à Bruxelles, dans les termes de l'arrêté royal pris sur la stabilisation monétaire, en vertu de la loi du 16 juillet 1926".

IV. La modification de 1937.

L'arrêté royal du 23 juillet 1937 relatif à la coordination de l'activité, de l'organisation et des attributions de la Banque nationale persista dans la même interprétation de l'article 10, alinéa 1er, en le rédigeant tel qu'il se présente encore dans le texte actuellement en vigueur : l'arrêté royal n°29 du 24 août 1939.

On voit ainsi que les travaux préparatoires ne commentent l'article 14 que dans la mesure où il établit la convertibilité des billets de la Banque, alors que ces travaux sont muets en ce qui concerne le lieu du paiement, objet manifestement accessoire de l'article. Il échet, au demeurant, d'observer qu'aucune autre disposition de la loi organique ne précise que les billets que la Banque émet doivent être payables à vue. En particulier l'article 12 (actuellement article 7) se borne à prévoir, comme caractéristique des billets, qu'ils seront au porteur.

Le législateur de 1926 et celui de 1937 ont apporté au texte des restrictions qui impliquent la même interprétation.

Il faut en conclure que l'article 14 (actuellement article 10) de la loi organique de la Banque nationale a donc bien eu pour objet principal d'établir la règle du paiement à vue des billets, règle qui demeura inchangée pendant toute la période allant de 1850 à 1914.

La restriction apportée à cette règle par la deuxième phrase du premier alinéa de l'article 10 est énoncée en des termes que l'abrogation de l'article 8 de l'arrêté royal du 25 octobre 1926 va rendre anachroniques. Mais la suppression de cette restriction laisse en vigueur le texte qui énonce de manière absolue le principe de la convertibilité :

"Les billets sont payables à vue aux bureaux de la Banque à Bruxelles".

Pour éviter de donner une idée inexacte des obligations de la Banque à la lecture du seul arrêté royal n°29 du 24 août 1939 et afin de répondre au souci

qui a présidé à deux reprises à la rédaction de l'article 10, alinéa 1er, il est proposé de maintenir le principe de la dérogation dans les termes ci-après :

"Les billets sont payables à vue aux bureaux de la Banque, à Bruxelles, sauf dispense prévue par la loi".

Une restriction analogue figure d'ailleurs déjà à l'article 4 de la loi organique : "Aucune banque de circulation ne peut être constituée, si ce n'est en vertu d'une loi".

+

+

+

Outre les abrogations dont il a été fait mention ci-avant, le Conseil d'Etat propose de prévoir celle de la loi monétaire du 30 mars 1935.

Bien que cette loi ne soit plus actuellement d'application, il n'est pas inutile que le pouvoir législatif, saisi d'un projet de loi comportant une autorisation de coordination destinée à permettre la refonte de la législation monétaire, constate par une disposition expresse qu'une loi est abrogée lorsqu'elle ne l'a été que par l'effet de dispositions ultérieures qui lui sont contraires. C'est là une mesure de

sécurité juridique, qui s'indique d'autant plus en l'espèce que la matière est complexe et peu accessible à la majorité des citoyens.

Pourrait être abrogé pour des raisons semblables, l'arrêté royal du 25 octobre 1926 si, indépendamment de l'article 8, celui-ci a totalement épuisé ses effets, ce que le Conseil d'Etat n'est toutefois pas en mesure de vérifier.

+

+ +

L'autorisation de coordination prévue à l'article 8 doit selon le texte du projet s'appliquer "aux dispositions monétaires des lois antérieures, relatives aux monnaies légales d'or (monnaie-étalon) et divisionnaires ainsi qu'à la monnaie fiduciaire de banque".

L'expression "monnaie fiduciaire de banque" apparaît peu juridique et ne peut s'appliquer aux billets actuels de la Banque nationale, qui, faute de convertibilité, sont devenus, d'après certains auteurs, du papier-monnaie (Nogaro, La Monnaie et les systèmes monétaires, Paris 1948, page 16). Il conviendrait, en conséquence, de faire mention, dans l'article 8, des billets de la Banque nationale plutôt que de la monnaie fiduciaire de banque.

+

+ +

Les observations qui précèdent conduisent le Conseil d'Etat à suggérer pour le projet le texte ci-après. Celui-ci contient en outre quelques modifications de forme qui ne requièrent pas de commentaires :

Projet de loi relatif au statut monétaire.

BAUDOUIN, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, SALUT.

Sur la proposition de Notre Ministre des
Finances,

NOUS AVONS ARRETE ET ARRETONS :

Notre Ministre des Finances est chargé de présenter en Notre nom, aux Chambres législatives, le projet de loi dont la teneur suit :

Article 1er.-

Le franc, unité monétaire belge, est constitué par 19,74824173 milligrammes d'or au titre de 900 millièmes de fin.

Article 2.-

Toutes les monnaies d'or frappées antérieurement à l'entrée en vigueur de la présente loi cessent d'avoir cours légal entre particuliers et d'être reçues en paiement dans les caisses publiques.

Article 3.-

Les billets de la Banque nationale de Belgique doivent être reçus comme monnaie légale par les caisses publiques et par les particuliers, nonobstant toute convention contraire.

.../...

Article 4.-

Par dérogation à l'article 10 de l'arrêté royal n° 29 du 24 août 1939 relatif à l'activité, à l'organisation et aux attributions de la Banque nationale de Belgique, la Banque nationale est temporairement dispensée de l'obligation de rembourser ses billets en espèces.

Le Roi peut, par arrêté délibéré en conseil des Ministres, mettre fin à cette dispense.

Il peut également, dans les mêmes formes, déterminer d'autres conditions d'échange ou de paiement des billets de la Banque nationale.

Article 5.-

Jusqu'à ce qu'ait été rétabli, en application de l'article 4, la convertibilité des billets de la Banque nationale, la Banque est tenue d'effectuer ses opérations en monnaies étrangères, en or monnayé et en lingots d'or sur base de la valeur légale du franc définie à l'article 1er.

Le présent article ne préjudicie pas à l'application de l'article 6 de l'arrêté-loi n° 5 du 1er mai 1944 autorisant le Roi à déterminer les conditions d'achat et de vente de l'or et des monnaies étrangères et relevant la Banque nationale de Belgique de l'obligation de maintenir une encaisse en or et en devises étrangères au moins égale à 40 p.c. de ses engagements à vue, modifié par la loi du 28 juillet 1948.

.../...

Article 6.-

§ 1er. L'article 7, alinéa 2, de l'arrêté royal n° 29 du 24 août 1939 relatif à l'activité, l'organisation et les attributions de la Banque nationale de Belgique, pris en exécution de la loi du 1er mai 1939, est remplacé par la disposition suivante :

"La Banque est tenue d'avoir une encaisse en or au moins égale au tiers du montant de ses engagements à vue".

L'article 30 des statuts de la Banque nationale de Belgique sera mis en concordance avec la disposition qui précède.

§ 2. L'article 10, alinéa 1er, du même arrêté royal, est remplacé par la disposition suivante :

"Les billets sont payables à vue aux bureaux de la Banque, à Bruxelles, sauf dispense prévue par la loi".

Article 7.-

Sont abrogés :

- 1° l'article 6 de la loi du 20 juin 1873 sur les chèques et autres mandats de paiement, et offres réelles;
- 2° les articles 1er, 4, 7, 8 et 9 de la loi du 30 décembre 1885 approuvant l'acte du 12 décembre 1885 par lequel la Belgique adhère à la convention monétaire conclue à Paris, le 6 novembre 1885, entre la France, la Grèce, l'Italie et la Suisse, ainsi qu'à l'arrangement et à la déclaration y annexés;

.../...

- 3° l'arrêté royal du 2 août 1914, concernant les billets de la Banque nationale, confirmé par la loi du 4 août 1914;
- 4° l'article "8" de (1) l'arrêté royal du 25 octobre 1926 relatif à la stabilisation monétaire;
- 5° la loi monétaire du 30 mars 1935 modifiée par l'arrêté royal n° 273 du 31 mars 1936;
- 6° l'arrêté-loi du 10 mai 1940 suspendant la convertibilité des billets de la Banque nationale de Belgique;
- 7° les articles 1er à 5, 8 et 9 de l'arrêté-loi n° 5 du 1er mai 1944 autorisant le Roi à déterminer les conditions d'achat et de vente de l'or et des monnaies étrangères et relevant la Banque nationale de Belgique de l'obligation de maintenir une encaisse en or et en devises étrangères au moins égale à 40 p.c. de ses engagements à vue;
- 8° l'arrêté des Ministres réunis en conseil n° 6 du 1er mai 1944, pris en exécution de l'arrêté-loi du 1er mai 1944 relatif aux conditions d'achat et de vente de l'or et des monnaies étrangères.

Article 8.-

Le Roi est autorisé à coordonner la présente loi avec toutes autres dispositions légales relatives aux monnaies légales, aux monnaies divisionnaires et aux billets de la Banque nationale.

A cette fin, il peut :

- 1° modifier l'ordre et la numérotation des articles à coordonner, les regrouper sous d'autres dispositions et modifier les références en vue de les mettre en concordance avec la numérotation nouvelle;

.../...

(1) la mention "l'article 8 de " serait à biffer dans le cas où l'arrêté peut être abrogé en son entier.

2° sans porter atteinte aux principes inscrits dans les dispositions à coordonner et en tenant compte des modifications implicites qu'elles auraient subies, en modifier la rédaction en vue d'assurer leur concordance et d'en unifier la terminologie.

La coordination portera l'intitulé suivant :
"Lois coordonnées fixant le statut monétaire de la Belgique".

Donné à , le

PAR LE ROI :

Le Ministre des Finances,

Hoofddoel van het ontwerp is, de wettelijke definitie van de goudwaarde van de Belgische frank vast te stellen en aan de Nationale Bank voor te schrijven, al haar operaties in goud en deviezen op grond van deze waarde te verrichten.

Het brengt in herinnering dat de verplichting de biljetten van de Bank op zicht te betalen opgeschort blijft, maar het geeft de Koning bevoegdheid om aan deze opschorting een einde te maken.

Tenslotte bepaalt het de minimum-goudvoorraad van de Bank op een derde van haar verbintenissen op zicht.

Hoe belangrijk het ontwerp dus ook is, het blijft er ver van dat het, zoals het opschrift kan doen geloven, "het monetair statuut van België" zou "vastleggen".

Deze uitdrukking blijve voorbehouden voor de in artikel 8 aangekondigde coördinatie, waarbij talrijke teksten zullen betrokken zijn. Het opschrift van het ontwerp kan eenvoudiger als volgt worden gesteld : "Ontwerp van wet betreffende het muntstatuut".

+
+ +

Bij de artikelen 1 en 2 zijn geen opmerkingen te maken.

+
+ +

.../...

Artikel 3 van het ontwerp strekt tot het handhaven van de gedwongen koers der biljetten van de Nationale Bank, welke ingesteld is bij het koninklijk besluit van 2 augustus 1914, bevestigd bij de wet van 4 augustus 1914.

Daartoe brengt het niet alleen in herinnering, de aan de Nationale Bank verleende vrijstelling van de verplichting, haar biljetten in speciën terug te betalen, doch ook de verplichting voor particulieren en openbare kassen, deze biljetten als wettelijke munt te aanvaarden.

Aan de wettelijke regelen, die de wettelijke koers en de gedwongen koers der bankbiljetten hebben ingesteld, wordt aldus herinnerd zonder dat de teksten, waarin bedoelde regelen zijn neergelegd, uitdrukkelijk worden vermeld.

Aan dit procédé, dat juridisch wellicht geen groot nut heeft, is toch enig gevaar verbonden, namelijk dat de bevestigende bepalingen blijven voortbestaan ingevolge een altijd mogelijke onachtzaamheid, terwijl de teksten die de wettelijke regelen hebben ingesteld, opgeheven worden.

In verscheidene wetten en koninklijke besluiten betreffende het muntwezen is er reeds aan herinnerd dat de biljetten der Nationale Bank of wel wettelijke koers of wel gedwongen koers hebben. De reden daartoe was, het verouderde en tevens restrictieve systeem van artikel 6 van de wet van 20 juni 1873, dat de wettelijke koers der biljetten van de Nationale Bank heeft ingevoerd.

.../...

Voor een juiste interpretatie van de dooreenlopende teksten die thans van kracht zijn, kan een korte historiek dienstig zijn.

Bij de omwenteling die in Frankrijk aan de Regering van Louis-Philippe een einde maakte, bepaalde een decreet van het Voorlopig Bewind van 15 maart 1848 :

"Article 1er.-

A partir du jour même de la publication du présent décret, les billets de la Banque de France seront reçus comme monnaie légale par les caisses publiques et par les particuliers.

Article 2.-

Jusqu'à nouvel ordre, la Banque est dispensée de l'obligation de rembourser ses billets avec des espèces".

Om de uitbreiding van de paniek waartoe in België die gebeurtenissen aanleiding konden geven tegen te gaan, haastte het Parlement zich een wet goed te keuren, die in ongeveer dezelfde termen werd opgesteld, namelijk de wet van 20 maart 1848 :

"Artikel 1.-

Van heden af worden de bankbiljetten van de Algemene Maatschappij tot Bevordering van de Nijverheid en die van de Bank van België als wettelijke munt ontvangen in de openbare kassen en door de particulieren.

Deze beide instellingen worden voorlopig ontslagen van de verplichting hun biljetten in speciën terug te betalen..." (vertaling).

Deze bepaling stelde dus in het eerste lid de wettelijke koers van de bankbiljetten, en, logisch verder gaande, in het tweede lid de gedwongen koers vast. Zij werd herhaald door artikel 2 van de wet van 22 mei 1848, voor een nieuwe uitgifte van biljetten.

In beide gevallen verkreeg de Regering bovendien de macht om de gevolgen van die wetsbepalingen geheel of gedeeltelijk te doen ophouden.

De wet van 5 mei 1850 tot oprichting van de Nationale Bank gelastte deze nieuwe instelling de biljetten met gedwongen koers uit de omloop te trekken (artikel 26).

Op 26 juli 1855 bleven slechts 815.410 frank oude bankbiljetten in omloop. Bij koninklijk besluit van die datum hielden zij op, wettelijke koers te hebben.

In de daaropvolgende jaren kwamen de biljetten van de Nationale Bank in de plaats van de biljetten der overige banken en nam de omloop onder de invloed van de behoeften van de handel aanzienlijk toe.

Wettelijke koers hadden de biljetten evenwel niet. Zij werden in betaling aanvaard door de Staatskassen overeenkomstig een machtiging van de Regering, gegeven ter uitvoering van artikel 14 van de wet van 5 mei 1850, welke machtiging echter uiteraard herroepelijk was (artikel 34 van de statuten van 1872).

.../...

Het uitbreken van de Frans-Duitse oorlog van 1870 leidde tot een zodanige muntpaniek dat de toenmalige Regering vreesde de gedwongen koers opnieuw te moeten invoeren. Dank zij maatregelen tot liberalisatie van de terugbetalingen in speciën kon het vertrouwen worden hersteld (1). Het bleek toen, dat velen onder hen die terugbetaling van hun biljetten aanvroegen, niet zelf door de paniek gegrepen waren maar alleen vreesden dat hun schuldeisers bij de vervaldagen op het einde der maand de biljetten van de Nationale Bank zouden weigeren, en dat er gevaar was voor protest van hun handelsaffecten omdat hun de tijd zou ontbreken om in de kantoren van de Bank te Brussel speciën te halen.

Bij de vernieuwing van het privilege van de Nationale Bank door de wet van 20 mei 1872 lanceerde Frère-Orban de gedachte van de wettelijke koers, in dezer voege:

"Er komen ogenblikken waarop het publiek zich voor de loketten van de Bank verdringt om biljetten te doen uitwisselen. Waarom deze overhaasting? Een niet zeer goed voorgelicht deel van het publiek beeldt zich in dat het gevaarlijk kan zijn niet dadelijk de terugbetaling van de biljetten te eisen; ernstiger lieden echter menen uitwisseling te moeten vragen, omdat zij verbintenissen hebben en zich daarvan niet zullen kunnen kwijten met bankbiljetten, wanneer de schuldeiser weigert ze aan te nemen.

.../...

(1) Kauch, la Banque nationale, 1850-1918, blz. 155 en vlgd.

Zij die in dergelijke toestand verkeren, staan allicht bloot aan protest, dit wil zeggen een ernstige inbreuk op hun krediet. Zij zoeken zich dus tegen een zo betreurenswaardige gebeurtenis te beveiligen. Vandaar het gevaar dat de Bank en het metaalbezit van de Bank bedreigt.

Sinds veertig jaar kent Engeland een middel om deze toestand te verhelpen. In 1850 heb ik gearzeld dit voor te stellen en ik heb het niet gedaan omdat ik niet teveel incens wilde innoveren. Maar ik denk dat, nu het publiek met bankbiljetten vertrouwd is, het Engelse systeem gerust en in ieders voordeel kan worden ingevoerd.

In de wet zou een als volgt luidende bepaling moeten worden ingevoegd :

"Het biljet van de Nationale Bank is een wettelijk betaalmiddel, dat derhalve kan dienen om een aanbod van gereede betaling te doen, zolang de Bank ze in metaalmunt uitbetaalt".

Zo is de houder van biljetten van de Bank volkomen veilig.

Als er tegen dit systeem geen bezwaar is, stel ik het bij amendement voor, maar ik wens niet dat de bespreking hierdoor wordt gerekt. Op de maatregel kan te gelegener tijd worden teruggekomen" (Vergadering van 2 mei 1872, Ann. Kamer, blz. 1001).

.../...

Te gelegener tijd : dit werd dan het jaar na- dien, bij de bespreking van het ontwerp van wet betreffende de cheques en andere betaalbrieven. Dit ontwerp bestond uit vijf artikelen betreffende de in het opschrift genoemde stof. Een artikel 6 werd er aan toegevoegd, strekkend om de wettelijke koers in te stellen, maar de formulering was minder helder dan die van Frère-Orban. Alleen werd aangegeven het voornaamste gevolg van de wettelijke koers, dat Frère-Orban het jaar tevoren in zijn voorstel van tekst had omschreven, namelijk de mogelijkheid om met biljetten van de Nationale Bank een geldig aanbod van gerede betaling te doen.

De bepaling, van zuiver monetaire aard, was niet op haar plaats in de wet betreffende de cheques en andere betaalbrieven. Het verslag van de Bijzondere Kamercommissie deed dit zeer duidelijk uitschijnen in de volgende bewoordingen:

"Het aan de Kamer voorgelegde ontwerp van wet onder het onvolledig opschrift : Wet betreffende de cheques en andere betaalbrieven, heeft een tweeledig oogmerk :

- 1° de effecten op een contante betaling en op zicht op beschikbare penningen vrij te stellen van zegelrecht, mogelijk maken dat zij door endossement worden overgedragen en alles regelen wat deze effecten betreft;
- 2° mogelijk maken dat aanbod van gerede betaling kan worden gedaan in biljetten van de Nationale Bank, zolang deze op zicht in metaalmunt worden uitbetaald en zolang zij bij de Staatskassen als betaalmiddel worden aanvaard.

.../...

Ofschoon het hier om zeer uiteenlopende zaken gaat, kunnen zij toch in eenzelfde wet worden behandeld, omdat de desbetreffende bepalingen tot doel hebben en tot resultaat zullen hebben, de weg te effenen voor een meer economisch betaalmiddel en het gebruik van munt te beperken in gevallen waarin deze zonder bezwaar kan worden vervangen" (Pasinomie 1873, blz. 184, vertaling).

Dit gaf het ontstaan aan artikel 6 van de wet van 20 juni 1873, dat zegt :

"De wozonlijke aanbiedingen mogen in briefjes van de Nationale Bank gedaan worden, zolang zij betaalbaar zijn op zicht in wettelijke munt.

Deze bevoegdheid zou uit volle recht ophouden te bestaan, indien de briefjes der Nationale Bank niet meer aangenomen werden in de kassen van de Staat".

Deze lezing bleef ver van de heldere formules die in 1848 zowel in Frankrijk als in België waren gebruikt. Zij vertoonde een aantal onvolkomenheden, die met de veranderingen in het muntstel steeds duidelijker naar voren zijn getreden. Deze onvolkomenheden kunnen als volgt worden samengevat :

.../...

- 1° de wettelijke koers vond alleen uitdrukkelijk toepassing op aanbod tot gereede betaling, dit is op de handeling vanwege een schuldenaar die een schuldeiser wil dwingen een betaling te aanvaarden;
- 2° de wettelijke koers onderstelde inwisselbaarheid op zicht : deze was reeds wettelijk ingevoerd door artikel 14 (1) van de wet van 5 mei 1850 tot oprichting van de Nationale Bank.

Toen de wetgever in 1873 andermaal het beginsel van de inwisselbaarheid op zicht van de biljetten herinnering bracht, wilde hij blijkbaar niets anders dan de psychologische eisen van het moment voldoen en het publiek geruststellen.

Op dat tijdstip vertegenwoordigde de biljetten omloop, die ongeveer 300 miljoen frank bedroeg, nauwelijks een vierde van de totale muntomloop. Men kon zich dus voorstellen dat de niet-inwisselbaarheid der biljetten, door een einde te maken aan de wettelijke koers, geen grote nadelen voor 's lands economisch leven zou hebben gehad en een toestand in het leven zou hebben geroepen in de aard van die welke een kwarteeuw te voren bestond, dit wil zeggen een muntomloop die bijna uitsluitend uit wettelijke metaalmunt bestond.

Maar naargelang het aantal biljetten in omloop toenam en de goudmunt zeldzamer werd, werd een terugkeer naar de vroegere toestand hoe langer hoe moeilijker denkbaar.

.../...

(1) Artikel 10 in de coördinatie van 1926.

Heden ten dage zou het niet denkbaar zijn dat de feitelijke afschaffing van de terugbetaling der biljetten hierop zou neerkomen dat de omloop van die biljetten een einde neemt, en niet hierop dat de gedwongen koers wordt ingevoerd.

Het feit dat de wet van 1873 de verplichting tot uitbetaling op zicht in herinnering heeft gebracht, heeft geen ander gevolg gehad dan dat de wetgever telkens als hij de inwisselbaarheid der bankbiljetten op de ene of op de andere wijze te regelen had, het beginsel van de wettelijke koers in herinnering heeft moeten brengen (enig artikel van het koninklijk besluit van 2 augustus 1914, artikel 7 van het koninklijk besluit van 25 oktober 1926, artikel 4 van de wet van 30 maart 1935, artikel 2 van de besluitwet van 10 mei 1940).

- 3° In 1873 werden deze biljetten in de Staatskassen nog steeds aanvaard ingevolge een machtiging van de Regering, ter uitvoering van artikel 14 van de wet van 5 mei 1850; deze kon altijd worden herroepen (Memorie van toelichting bij de wet van 20 juni 1873, Pasinomie, p. 198).

Herroeping van de gegeven machtiging zou de afschaffing van de wettelijke koers tot gevolg hebben gehad.

Door de gedwongen koers in te stellen, heeft het enig artikel, tweede lid, van het koninklijk besluit van 2 augustus 1914, bekrachtigd bij de wet van 4 augustus 1914, de Regering de bevoegdheid tot het herroepen van de gegeven machtiging ontnomen.

.../...

Deze nieuwe regel werd definitief neergelegd in de wet tot oprichting van de Nationale Bank, bij de omwerking waartoe het koninklijk besluit van 23 juli 1937 is overgegaan. De volzin "De Regering is gemachtigd deze briefjes ter betaling in de Staatskassen te ontvangen" werd vervangen door : "De Regering neemt de biljetten van de Bank tot betaling in de Rijkskassen aan".

Deze voorwaarde voor de toepassing van artikel 6 van de wet van 20 juni 1873 heeft bijgevolg geen reden van bestaan meer.

Het zal zijn nut hebben na te gaan hoe de wettelijke koers in Frankrijk tot stand is gekomen.

De wet van 12 augustus 1870 stelde de gedwongen koers als volgt in :

"Article 1er.-

A partir du jour de la promulgation de la présente loi, les billets de la Banque de France seront reçus comme monnaie légale par les caisses publiques et par les particuliers.

Article 2.-

Jusqu'à nouvel ordre, la Banque est dispensée de l'obligation de rembourser ses billets en espèces".

Toen men in 1875, weliswaar met behoud van de wettelijke koers, een einde aan de gedwongen koers wilde maken, heeft men zich beperkt tot het opheffen van artikel 2 door artikel 28 van de wet van 13 augustus 1875, terwijl artikel 1 bleef voortbestaan.

Kortom de wettelijke koers van de biljetten der Nationale Bank is in België door een onvolmaakte tekst ingevoerd die wel is waar door de toenmalige omstandigheden kon worden uitgelogd maar thans achterhaald is. Deze tekst is bovendien verdwaald in een wet over een onderwerp dat geen verband houdt met het muntwezen, te meer daar in 1919 in de wet van 20 juni 1873 na artikel 6 zeven nieuwe artikelen zijn ingevoegd die alleen op de cheques betrekking hebben.

De opheffing van deze wet, wordt overigens in het vooruitzicht gesteld door de wet van 2 mei 1956 op de post-check en door het ontwerp van wet betreffende de invoering in de nationale wetgeving van de eenvormige wet op de cheques en het van kracht worden dier wet, dat op 21 februari 1951 door de Senaat is goedgekeurd en thans bij de Kamer van Volksvertegenwoordigers hangend is (Parl. Doc. Kamer 1950-51, nr 298).

Zowel om de duidelijkheid te verhogen als om de coördinatie van de teksten te vergemakkelijken, ware het dus raadzaam in een nieuwe bepaling met algemene draagwijdte de wettelijke koers van de bankbiljetten voor te schrijven, zonder deze te beperken tot het aanbod van gereede betaling. Het heeft thans geen nut meer, deze maatregel nog van de aan-neming der biljetten in de openbare Staatskassen afhankelijk te stellen, nu de Wetgever zelf deze maatregel heeft voorgeschreven en dus de stof aan een beslissing van Regeringswege heeft onttrokken. De laatste voorwaarde welke de wet aan de wettelijke koers verbindt, namelijk de uitbetaling op zicht van de biljetten, is zoals hierna zal worden uiteen-gezet reeds neergelegd in artikel 10 (vroeger artikel 14) van de wet tot instelling van de Nationale Bank. Zo zou de nieuwe bepaling zich kunnen beperken tot het bekrachtigen van "de verplichting om de biljetten als wettige munt in ont-vangst te nemen". Onder de gelding van deze regel zou, door het feit alleen dat de wet de verplichting om op zicht uit te betalen opschort, de gedwongen koers worden ingesteld, zonder dat daarvoor, zoals in 1914 en later, nog een bevesti-ging van de bepaling die de wettelijke koers regelt, nodig is. Deze methode is in 1848 zowel in België als in Frankrijk ge-volgd en werd sindsdien in dit laatste land telkens weer toe-gepast.

In deze opvatting zou de bepaling die de wettelijke koers regelt, geheel alleen artikel 3 vormen, terwijl de bepaling betreffende de gedwongen koers, die een tijdelijke en buitengewone maatregel is, een afzonderlijk artikel zou vormen, in dezer voege :

"Artikel 3.-

De biljetten van de Nationale Bank van België moeten, niettegenstaande elke andersluidende overeenkomst, door openbare kassen en particulieren als wettelijke munt worden aanvaard.

Artikel 4.-

In afwijking van artikel 10 van het koninklijk besluit nr 29 van 24 augustus 1939 betreffende de bedrijvigheid, de inrichting en de bevoegdheid van de Nationale Bank van België, is de Nationale Bank vrijgesteld van de verplichting haar biljetten in speciën terug te betalen".

Om tot de wettelijke koers terug te keren kan men volstaan met artikel 4 op te heffen. In dat geval zal artikel 3, in verband gebracht met artikel 10 van de organieke wet, de betaalkracht van de biljetten voor de kwijting van alle geldsommenverbintenissen regelen, met uitzondering van de terugbetaling in speciën van de biljetten zelf.

Door de goedkeuring van de voorgestelde artikelen kunnen worden opgeheven artikel 6 van de wet van 20 juni 1873 en de verschillende nog geldende bepalingen die de inwisselbaarheid van de biljetten van de Nationale Bank beurtelings hebben opgeschort en hersteld, namelijk het koninklijk besluit van 2 augustus 1914, bekrachtigd bij de wet van 4 augustus 1914, artikel 8, van het koninklijk besluit van 25 oktober 1926, het koninklijk besluit nr 273 van 31 maart 1936 en artikel 1 van de besluitwet van 10 mei 1940.

Artikel 3 van het Regeringsontwerp doet uitkomen, dat de vrijstelling van de terugbetaling alleen maar geldt "tot nader bericht".

Deze woorden lijken nutteloos aangezien een latere wet een wetsbepaling altijd kan wijzigen of opheffen. Bovendien zijn zij overtoollig omdat de Koning bevoegdheid krijgt om de vrijstelling van de terugbetaling te doen ophouden.

De formule "tot nader bericht" schijnt ontleend te zijn aan artikel 2 van het decreet van 15 maart 1848 van het Frans Voorlopig Bewind. Zij hoort beter thuis in een tekst van een decreet dan in die van een wet.

Oordeelt echter de Regering dat het niet zonder psychologisch belang is de nadruk te leggen op de beperkte duur van de vrijstelling van terugbetaling, dan kan deze gedachte beter door het bijwoord "tijdelijk" tot uiting worden gebracht.

+

+ +

Artikel 4 van het ontwerp maakt de Koning bevoegd om aan de gedwongen koers een einde te maken "zodra de omstandigheden het zullen toelaten". Onduidelijk als zij zijn, stellen deze woorden geen enkele rechtsregel en geven zij geen wettelijke richtsnoer voor de uitoefening van de macht die aan de Koning wordt opgedragen. Ten hoogste geven zij hem een aanbeveling. Zij kunnen zonder bezwaar vervallen.

Na de Koning bevoegdheid te hebben opgedragen om een einde te maken aan de vrijstelling van terugbetaling van biljetten in speciën, bepaalt artikel 4 dat de Koning ook "andere voorwaarden voor de omwisseling of de betaling der biljetten aan toonder en andere verbintenissen op zicht van de Bank" kan bepalen.

In dit opzicht vertoont het ontwerp een eigenaardigheid, die in de opeenvolgende wetsbepalingen over deze materie nergens terug te vinden is. Wanneer de Koning het dienstig acht, de terugbetaling van biljetten in speciën niet te herstellen maar wel andere voorwaarden voor de omwisseling of de betaling van biljetten vaststelt, zullen deze voorwaarden toepassing vinden op "de andere verbintenissen op zicht van de Bank".

Het nut van deze bepaling is niet duidelijk. Wegens de wettelijke koers zullen de verbintenissen op zicht van de Bank immers altijd in biljetten kunnen worden gekweten en zullen deze volgens de wens van de houder omgewisseld of betaald worden onder voorwaarden die de Koning heeft bepaald.

De teksten zouden logischer zo kunnen worden geschikt, dat een zelfde artikel handelt over de vrijstelling tot terugbetaling van de bankbiljetten en aansluitend over 's Konings bevoegdheid om aan de vrijstelling een einde te maken. Artikel 4 van de hierna voorgestelde tekst is in deze zin geredigeerd.

+

+

+

Volgens artikel 5 moet de Nationale Bank haar verrichtingen in vreemde munt doen op basis van de in artikel 1 bepaalde wettelijke waarde van de frank. Artikel 5 formuleert een algemeen beginsel dat onderstelt dat de Bank de vrijheid heeft de prijzen vast te stellen, waartegen zij vreemde valuta aankoopt en noteert.

Zoals de memorie van toelichting erop wijst, zal de Bank evenwel zoals voorheen zich gedragen naar de valutakoersen bepaald in de internationale betaling-, wissel- en compensatieakkoorden, waarvan de uitvoering haar is opgedragen op grond van artikel 6 van de besluitwet nr 5 van 1 mei 1944.

.../...

Het ware raadzaam in artikel 5 van het ontwerp te zeggen dat dit artikel geen afbreuk doet aan de toepassing van voornoemd artikel 6.

+

+

+

Artikel 7, 2°, van het ontwerp strekt tot opheffing van "de tweede volzin van de eerste alinea van artikel 10 van het koninklijk besluit nr 29 van 24 augustus 1939 betreffende de bedrijvigheid, de inrichting en de bevoegdheden der Nationale Bank van België, genomen ter uitvoering van de wet van 1 mei 1939". Deze alinea bepaalt :

"De biljetten zijn betaalbaar op zicht aan de kantoren van de Bank te Brussel. De voorwaarden van terugbetaling der biljetten worden vastgesteld, overeenkomstig artikel 8 van het koninklijk besluit op de muntstabilisatie, genomen krachtens de wet van 16 juli 1926, gewijzigd bij koninklijk besluit van 31 maart 1936, genomen ter uitvoering van de wet van 30 maart 1935".

De tweede volzin is een beperking op het in de eerste volzin gestelde beginsel. De opheffing van deze tweede volzin zou tot gevolg hebben dat opnieuw een tekst wordt ingevoerd waarin de uitbetaling op zicht van de biljetten aan de kantoren van de Bank te Brussel, op absolute wijze wordt voorgeschreven.

.../...

Volgens inlichtingen die aan de Raad van State zijn verstrekt, oordeelt de Regering dat artikel 10, eerste lid, niet het beginsel stelt, dat de Bank verplicht is haar biljetten in speciën op zicht terug te betalen, maar alleen de plaats bepaalt waar terugbetaling kan worden gevorderd.

Volgens de Raad van State bevat artikel 10 van de organieke wet het beginsel zelf van de verplichte inwisselbaarheid en bepaalt het ook op welke plaats betalingen geschieden. Tot staving van deze interpretatie, mogen de volgende argumenten worden aangehaald :

I. Memorie van toelichting bij de wet van 5 mei 1950.

Men herinnere zich dat het ontwerp van wet tot instelling van een Nationale Bank is ingediend op een tijdstip, dat de bankbiljetten nog gedwongen koers hadden krachtens de wet van 20 maart 1848.

Artikel 14 van dit ontwerp luidde als volgt:
"Artikel 14.-

De biljetten zijn terugbetaalbaar op zicht in de kantoren van de Bank te Brussel. De Regering is gemachtigd ze als betaalmiddel in de Staatskassen te aanvaarden".

.../...

Aan dit artikel wijdt de memorie van toelichting de volgende commentaar :

"Het is wel niet nodig op alle bezwaren van de gedwongen koers te wijzen. Behalve dat de niet inwisselbare biljetten het baar geld soms in te hoge mate verschuiven, en het zelfs verjagen, verliezen zij ook vrij gemakkelijk hun krediet, hetgeen voor de houders soms zeer nadelige gevolgen heeft.

Een kredietinstelling behoort trouwens alleen vertrouwensbiljetten uit te geven, en indien men daarvan papiergeld maakt, ontnemt men hun dit kenmerk van vertrouwen. Aangezien het echter het in 's lands belang is, de omloop van bankbiljetten binnen redelijke grenzen te bevorderen, vraagt de Regering vergunning om ze als betaalmiddel in haar kassen te aanvaarden".

II. Bespreking van het ontwerp in de Kamer van Volksvertegenwoordigers.

Tijdens de bespreking over artikel 14 kwam alleen volksvertegenwoordiger de Perceval met het volgende amendement tussenbeide :

"Artikel 14.-

De door de Nationale Bank uitgegeven biljetten hebben gedwongen koers over het gehele grondgebied.

De inwisselbaarheid is vrij aan alle kantoren van de Bank in de provinciën.

.../...

De Regering is gemachtigd, ze als betaalmiddel in de Staatskassee te aanvaarden".

De Minister van Financiën, Frère Orban, verzette zich tegen dit amendement in dezor voege :

"Het doel van het wetsontwerp is, de inwisselbaarheid der biljetten opnieuw in te voeren. De Regering acht het nuttig en essentieel voor het land, aan de biljetten opnieuw het karakter van vertrouwensbiljetten te geven. Het achtbare lid wenst de gedwongen koers. Ik denk niet dat deze opvatting enige kans op succes in de Kamer heeft. Ik sta er verder niet bij stil.

Zoals zij is gesticht, heeft de Bank hoegeenaamd geen gedwongen koers nodig. Waarin zullen haar operaties bestaan ? Afgezien van een aantal beperkte leningen op overheidsfondsen en van enkele zeldzame, minder omvangrijke operaties van die aard, zal het in hoofdzaak de taak van de Bank zijn, binnen ten hoogste negentig dagen papier te ontvangen, dat van deugdelijke en met voldoende waarborgen omringde handtekeningen is voorzien, en daarvoor haar op zicht betaalbaar papier in ruil te geven. Dit geeft dus volledige zekerheid aan de houders van haar papier, zolang de Bank zich tot de in het wetsontwerp aangegeven operaties beperkt. Het spreekt vanzelf dat het door haar uit te geven papier altijd zal vertegenwoordigd zijn én door gemakkelijk te realiseren waarden én door goudstaven, die zij in kas kan hebben.

.../...

Voor de Bank zou een gedwongen koers aldus geen nut hebben, en zelfs schadelijk uitvallen; voor het land zou hij een gevaar opleveren".

Na deze rede werd de bespreking gesloten. Het amendement de Perceval werd na stemming verworpen en het artikel ongewijzigd aangenomen (Parl.Hand., Kamer, 1849-50, blz. 849 en volgende).

III. Wijziging van 1926.

De ontwerpers van het koninklijk besluit van 25 oktober 1926, waarbij de duur van de Nationale Bank van België wordt verlengd en waarbij sommige bepalingen van de organieke wet worden gewijzigd, vatten het artikel wel degelijk zo op, dat daarin de verplichting tot uitbetalen op zicht was voorgescreven, aangezien zij het, terwille van de overeenstemming met de wet van 26 juli 1926, nodig achtten daarin een wijziging op te nemen om de beperking van het beginsel aan te geven.

Het eerste lid van artikel 14 van de wet, artikel 10 geworden, was immers als volgt gesteld :

"De bankbriefjes zijn betaalbaar op zicht aan de burelen der Bank te Brussel, volgens de bewoordingen van het koninklijk besluit genomen op de muntstabilisatie, krachtens de wet van 16 juli 1926".

.../...

IV. Wijziging van 1937.

Het koninklijk besluit van 23 juli 1937 betreffende de coördinatie van de bedrijvigheid, de inrichting en de bevoegdheden der Nationale Bank hield zich aan dezelfde interpretatie van artikel 10, eerste lid, toen het aan die bepaling de vorm gaf die zij nog heeft in de thans geldende tekst van het koninklijk besluit nr 29 van 24 augustus 1939.

In de parlementaire voorbereiding wordt artikel 14 alleen besproken voor zover het de inwisselbaarheid van de biljetten der Bank invoert, maar er wordt niets gezegd over de plaats van betaling, een kennelijk bijkomstig onderwerp van het artikel. Opgemerkt moge worden, dat geen enkele andere bepaling van de organieke wet voorschrijft dat de door de Bank uitgegeven biljetten betaalbaar moeten zijn op zicht. Zo geeft meer in het bijzonder artikel 12 (thans artikel 7) als kenmerk voor de biljetten op, dat zij aan toonder luiden.

Zowel in 1926 als in 1937 heeft de Wetgever aan de tekst beperkingen gesteld, die dezelfde interpretatie impliceren.

Dit alles leidt tot de conclusie, dat artikel 14 (thans artikel 10) van de organieke wet op de Nationale Bank wel degelijk tot hoofddoel had, de van 1850 tot 1914 trouwens ongewijzigd gebleven regel in te voeren, doet de biljetten betaalbaar zijn op zicht.

De beperking, die deze regel in de tweede volzin van het eerste lid van artikel 10 ondergaat, is zo geformuleerd dat de bewoordingen daarvan een anachronisme zullen worden na de opheffing van artikel 8 van het koninklijk besluit van 25 oktober 1926. De opheffing van deze beperking laat echter nog de tekst bestaan, die de inwisselbaarheid als absoluut beginsel stelt.

"De bankbriefjes zijn betaalbaar op zicht aan de burelen der Bank te Brussel".

Om te vermijden dat het koninklijk besluit nr 29 van 24 augustus 1939, afzonderlijk gelezen, een verkeerde indruk over de verplichtingen van de Bank zou geven en om tegemoet te komen aan de bedoeling die tot tweemaal toe aan de redactie van artikel 10, eerste lid, ten grondslag heeft gelegen, wordt voorgesteld het beginsel van de afwijking in volgender voege te handhaven :

"De biljetten zijn, behoudens bij de wet bepaalde vrijstelling, betaalbaar op zicht in de kantoren van de Bank te Brussel".

Een soortgelijke beperking komt trouwens reeds voor in artikel 4 van de organieke wet : "Geen circulatiebank mag worden opgericht, tenzij krachtens een wet".

+

+

+

.../...

Behalve de opheffingen waarvan hierboven sprake is, stelt de Raad van State nog die van de muntwet van 30 maart 1935 voor.

Al is deze wet thans niet meer toepasselijk het heeft niettemin zijn nut dat de wetgever in een wetsontwerp houdende onder meer machtiging tot een coördinatie met het oog op de omwerking van de muntwetgeving, uitdrukkelijk constateert dat een wet is opgeheven wanneer zij alleen ingevolge latere, strijdige bepalingen buiten werking is geraakt. In een zo ingewikkelde en voor de meerderheid der burgers zo weinig bevattelijke materie als de onderhavige, moeten zoveel mogelijk voorzorgen voor rechtszekerheid worden genomen.

Om soortgelijke redenen zou het koninklijk besluit van 25 oktober 1926 kunnen worden opgeheven, indien het, op artikel 8 na, geheel buiten werking is getreden, wat de Raad van State evenwel niet kan nagaan.

+

+ +

Volgens artikel 8 van het ontwerp geldt de machtiging tot coördinatie voor de "monetaire bepalingen der vorige wetten betreffende de wettelijke goudmunt, (standaardmunt) en de deelmunt alsook voor de fiduciaire bankmunt".

Het begrip "fiduciaire bankmunt" heeft weinig van een rechtsbegrip en vindt geen toepassing op de huidige biljetten van de Nationale Bank die, omdat zij niet inwisselbaar zijn, volgens sommige auteurs papiergeld zijn geworden (Nogaro, La monnaie et les systèmes monétaires, Parijs 1948, blz. 16). In artikel 8 zou dus sprake moeten zijn van de biljetten van de Nationale Bank, liever dan van de fiduciaire bankmunt.

+

+ +

.../...

Uitgaande van deze bedenkingen geeft de Raad van State de volgende tekst in overweging, waarin ook een aantal, niet nader te commentariëren vormwijzigingen zijn opgenomen :

Ontwerp van wet betreffende het muntstatuut.

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,
Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, HEIL.

Op de voordracht van Onze Minister van Financiën en op het advies van Onze in raad vergaderde Ministers,

HEBBEN WIJ BESLOTEN EN BESLUITEN WIJ :

Onze Minister van Financiën is gelast in Onze naam bij de Wetgevende Kamers het ontwerp van wet in te dienen, waarvan de tekst volgt :

.../...

Artikel 1.-

De frank, Belgische munteenheid, is gevormd uit 19,74824173 milligram goud met een gehalte van 900 duizendste fijn metaal.

Artikel 2.-

Alle vóór de inwerkingtreding van deze wet geslagen goudmunten hebben niet langer wettelijke koers tussen particulieren en worden niet langer tot betaling in de openbare kassen aanvaard.

Artikel 3.-

De biljetten van de Nationale Bank van België moeten, niettegenstaande elke andersluidende overeenkomst, door openbare kassen en particulieren als wettelijke munt worden aanvaard.

Artikel 4.-

In afwijking van artikel 10 van het koninklijk besluit nr 29 van 24 augustus 1939 betreffende de bedrijvigheid, de inrichting en de bevoegdheden van de Nationale Bank van België, is de Nationale Bank tijdelijk vrijgesteld van de verplichting haar biljetten in speciën terug te betalen.

De Koning kan, bij besluit waarover in Ministeraad is beraadslaagd, aan die vrijstelling een einde maken.

Ook kan hij, in dezelfde vormen, andere voorwaarden inzake inwisseling en betaling der biljetten van de Nationale Bank bepalen.

.../...

Artikel 5.-

Totdat bij toepassing van artikel 4 de inwisselbaarheid der biljetten van de Nationale Bank opnieuw is ingevoerd, is de Bank gehouden haar verrichtingen in vreemde munt, in gemunt goud en in goudstaven uit te voeren op basis van de in artikel 1 aangegeven wettelijke waarde van de frank.

Dit artikel doet geen afbreuk aan de toepassing van artikel 6 van de besluitwet nr 5 van 1 mei 1944, waarbij de Koning gemachtigd wordt tot het bepalen van de voorwaarden inzake aankoop en verkoop van goud en buitenlandse munt en de Nationale Bank van België ontheven wordt van de verplichting tot het handhaven van een kasvoorraad in goud en buitenlandse deviezen welke ten minste met 40 t.h. van haar verbintenissen op zicht overeenstemt, gewijzigd bij de wet van 28 juli 1948.

Artikel 6.-

§ 1. Artikel 7, tweede lid, van het koninklijk besluit nr 29 van 24 augustus 1939 betreffende de bedrijvigheid, de inrichting en de bevoegdheden der Nationale Bank van België, genomen ter uitvoering van de wet van 1 mei 1939, wordt door de volgende bepaling vervangen :

"De Bank is gehouden een kasvoorraad in goud te hebben die tenminste gelijk is aan een derde van het bedrag van haar verbintenissen op zicht".

.../...

Artikel 30 der statuten van de Nationale Bank van België zal met vorenstaande bepaling in overeenstemming worden gebracht.

§ 2. Artikel 10, eerste lid, van hetzelfde koninklijk besluit wordt door de volgende bepaling vervangen :

"De biljetten zijn, behoudens bij de wet bepaalde vrijstelling, betaalbaar op zicht in de kantoren van de Bank te Brussel".

Artikel 7.-

Opgeheven worden :

- 1° artikel 6 van de wet van 20 juni 1873 op de checks en andere betalingsbriefjes en het aanbod van gereede betaling;
- 2° de artikelen 1, 4, 7, 8 en 9 van de wet van 30 december 1885 goedkeurende de akte van 12 december 1885 waarbij België bijtreedt tot de overeenkomst rakende het muntwezen, de 6e november 1885 te Parijs gesloten tussen Frankrijk, Griekenland, Italië en Zwitserland, alsmede tot de er aangehechte schikking en verklaring;
- 3° het koninklijk besluit van 2 augustus 1914 betreffende de biljetten der Nationale Bank, bekrachtigd bij de wet van 4 augustus 1914;

.../...

- 4° (artikel 8 van) (1) het koninklijk besluit van 25 oktober 1926 betreffende de muntstabilisatie;
- 5° de muntwet van 30 maart 1935 gewijzigd bij het koninklijk besluit nr 273 van 31 maart 1936;
- 6° de besluitwet van 10 mei 1940 houdende schorsing van de terugbetaling der briefjes van de Nationale Bank van België;
- 7° de artikelen 1 tot 5, 8 en 9 van de besluitwet nr 5 van 1 mei 1944 waarbij de Koning gemachtigd wordt tot het bepalen van de voorwaarden inzake aankoop en verkoop van goud en buitenlandse munt en de Nationale Bank van België ontheven wordt van de verplichting tot het handhaven van een kasvoorraad in goud en buitenlandse deviezen welke tenminste met 40 t.h. van haar verbintenissen op zicht overeenstemt;
- 8° het besluit der in raad vergaderde Ministers nr 6 van 1 mei 1944 genomen ter uitvoering van de besluitwet van 1 mei 1944 betreffende de voorwaarden inzake aankoop en verkoop van goud en buitenlandse munt.

Artikel 8.-

De Koning is gemachtigd deze wet te coördineren met alle andere wetsbepalingen betreffende de wettelijke munt, de deelmunt en de biljetten van de Nationale Bank.

.../...

-
- (1) de woorden "artikel 8 van" dienen te vervallen, ingeval het besluit geheel mag worden opgeheven.

Daartoe kan hij :

- 1° de volgorde en de nummering van de te coördineren artikelen wijzigen, ze onder andere bepalingen hergroeperen en de verwijzingen wijzigen ten einde ze met de nieuwe nummering te doen overeenstemmen;
- 2° zonder afbreuk te doen aan de beginselen neergelegd in de te coördineren bepalingen, en rekening houdend met de impliciete wijzigingen die zij mochten hebben ondergaan, de redactie er van wijzigen met het oog op hun overeenstemming en op eenvormigheid in de terminologie.

De coördinatie zal volgend opschrift dragen :

"Gecoördineerde wetten tot vaststelling van het muntstatuut van België".

Gegeven te

VAN KONINGSWEGE :

De Minister van Financiën,

La chambre était composée de

De kamer was samengesteld uit

Messieurs : F. LEPAGE,
M. Heron :

conseiller d'Etat, président
raadsheer van State, voorzitter

J. COYETTE,
G. VAN BUNNEN,

conseillers d'Etat,
raadsheren van State,

L. FREDERICQ,

assesseurs de la
section de législation,
bijzitters van de
afdeling wetgeving,

P. ANSIAUX,

J. CYPRES,

greffier adjoint, greffier.
adjunct-griffier. griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. LEPAGE. Le rapport a été présenté par M. PIQUET, substitut.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. LEPAGE. Het verslag werd uitgebracht door de H. PIQUET, substituut.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

(s) J. CYPRES.

(s) F. LEPAGE.